



Empowerment et “ rebellité ”

Nora Semmoud

► To cite this version:

| Nora Semmoud. Empowerment et “ rebellité ”. Cultures & conflits, 2016, 101. halshs-01331553

HAL Id: halshs-01331553

<https://shs.hal.science/halshs-01331553>

Submitted on 14 Jun 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Chronique bibliographique, à propos de :

Marie-Hélène Bacqué, Carole Biewener, 2013, *L'empowerment, une pratique émancipatrice ?*, Paris, La Découverte, coll. Politiques et sociétés, 175 p.

Stadnicki (Roman) (dir.), 2015, *Villes arabes, cités rebelles*, éd. du Cygne, coll. Recto Verso, 197 p.

Empowerment et « rebellité »

Nora Semmoud

Quand la fatalité ambiante plombe les espoirs de millions de personnes, il est des livres particulièrement éclairants, stimulants et mobilisateurs ; les deux ouvrages dont il est question ici sont de ceux-là. Nous espérons seulement ne pas en écraser la richesse. Coécrit par Marie-Hélène Bacqué et Carole Biewener, le premier restitue une réflexion critique de la trajectoire théorique et pratique de l'*empowerment*. Paru trois ans plus tard, le second, codirigé par Roman Stadnicki, propose une construction de la notion de « rebellité » dans les villes du monde arabe, à travers 15 études de cas qui traitent de la question, sous des angles variés. Dans le débat théorique sur les mouvements protestataires, la notion de « rebellité » des villes s'avère féconde pour comprendre leur diversité et leurs paradoxes. Marie-Hélène Bacqué et Carole Biewener proposent une véritable « (...) plongée dans des univers où le mot *empowerment* fait aujourd'hui partie du vocabulaire courant (l'intervention sociale, les politiques de genre, le développement international et les politiques urbaines) (...) » (p. 139). Dans la mesure où Bacqué et Biewener font une analyse diachronique et critique de la trajectoire de la notion dans les différents univers, où elle a été appropriée, mais aussi et surtout mettent en lumière la manière dont ses interprétations ont évolué dans une dynamique d'« hybridation », *Villes arabes, cités rebelles* pourrait, d'une certaine façon, en constituer un prolongement et une illustration. Les deux ouvrages portent une sensibilité commune aux processus d'émancipation et de mobilisation individuelles et collectives et à leurs conditions d'émergence et d'évolution. Ils font alors apparaître en filigrane une idée forte, celle de processus de démocratisation « informels », en marge des cadres traditionnels. Si les deux notions d'*empowerment* et de « rebellité » des villes ne se recoupent pas totalement, des analogies et des correspondances peuvent cependant être mises en évidence. Dans ce sens, les trois modèles théoriques de l'*empowerment*, proposés par Bacqué et Biewener sont des prismes appropriés pour interroger la « rebellité » des villes. Ils traduisent, d'une autre manière, le retournement de la notion par les conservateurs dans les années 1990, qui instrumentalisent et dévoient la radicalité du premier idéal-type. L'ouvrage *Villes arabes, cités rebelles* pose, quant à lui, en creux les formes de « détournement » de la « révolution » et de sa portée de transformation sociale et politique. A travers divers cas de figures d'auteurs, investis dans leurs terrains bien avant le « printemps arabe », il fait écho aux réflexions de Bacqué et Biewener sur la germination des mouvements collectifs protestataires et leur inscription dans un processus long de politisation et de conscientisation, sur le jeu des classes sociales au sein des soulèvements et la façon dont il dessine deux perspectives de transformation sociale, l'une radicale et l'autre réformatrice ou conservatrice, mais aussi sur les formes d'instrumentalisation des mobilisations, leur dévoiement et leur dépolitisation.

Malgré la polysémie et le flou conceptuel accompagnant la notion de l'*empowerment*, les auteures soulignent, dès le début de l'ouvrage, les traits communs qui se dégagent de ses différentes interprétations : « L'*empowerment* articule deux dimensions, celle du pouvoir (d'agir sur et avec) et celle du processus d'apprentissage pour y accéder. (...) Cela implique

une démarche d'autoréalisation et d'émancipation des individus (...) et de transformation sociale. » (p. 6). Les deux auteures soulignent comment, dans la lignée de Michel Foucault, la notion de pouvoir (exercé par ceux « d'en bas ») est retravaillée et complexifiée, notamment par le mouvement féministe aux USA, pour distinguer le « pouvoir intérieur » ou le pouvoir de l'individu à s'affranchir de son aliénation, le « pouvoir de » ou le pouvoir d'agir sur les transformations sociales, et le « pouvoir avec » ou le pouvoir de l'individu à s'inscrire dans l'action collective.

Combinées entre elles, ces différentes formes de pouvoir sont en fait les étapes de l'*empowerment*, individuelle, collective et politique (p. 40). L'étape individuelle est un processus où l'individu développe « une conscience critique » et sa capacité d'agir. L'étape collective suppose le développement de la capacité d'« agir avec ». Enfin, l'étape politique ou sociale qui correspond au pouvoir d'« agir sur » concerne la perspective de transformation de la société dans son ensemble, au travers de l'action collective. Mais, ainsi que nous le verrons plus loin, la diffusion de la notion s'est faite selon des interprétations, évacuant le plus souvent ces deux derniers aspects, à savoir le volet politique et le volet social.

Le caractère processuel de la conscientisation et le passage de l'individuel à la mobilisation collective caractérisent aussi la « rebellité » des villes arabes, construite (Stadnicki, p. 14), quant à elle, autour de trois volets : tout d'abord, l'intensité des insurrections, ensuite, la capacité des habitants à revendiquer leur « droit à la ville » au sens d'Henri Lefebvre¹ et de David Harvey² et, suivant ce dernier, à « revendiquer une forme de pouvoir de façonnement fondamental et radical sur les processus d'urbanisation » ; enfin, les moyens mis en œuvre par les différents acteurs urbains pour contourner ou détourner les normes et codes locaux et internationaux de production urbaine.

Ainsi, les deux notions « dialogueraient » en rapport avec la question du pouvoir (de ceux « d'en bas ») et de ses différentes facettes (étapes). Tout d'abord, l'intensité des insurrections renvoie au mouvement protestataire massif, à la mobilisation de grande ampleur, organisés sur plusieurs jours et se manifestant dans plusieurs lieux et villes emblématiques qui ont abouti à la destitution de dirigeants dictatoriaux. On peut supposer ici que « le pouvoir intérieur de » ou « le pouvoir d'agir » sont les prérequis de ces insurrections qui représentent alors le « pouvoir sur » et le « pouvoir avec ». Pour reprendre Daniel Cefaï³, l'action collective ici est bien « une action concertée » qui « implique une intention consciente » ; elle existe dans un contexte temporel et spatial, elle est ordonnée en forme organisationnelle et présente des visées multiples au sein desquelles le *droit* joue un rôle fondamental. Faisant écho à ce dernier aspect, vient ensuite la capacité des habitants à revendiquer leur « droit à la ville » et à revendiquer une forme de pouvoir sur les processus d'urbanisation, pour contourner ou détourner les normes et codes locaux et internationaux de production urbaine.

Par ailleurs, pour saisir la diversité des formes d'appropriations de la notion d'*empowerment*, Bacqué et Biewener dégagent trois idéaux-types « qui constituent des modèles théoriques permettant de situer les pôles du débat et ses enjeux (...) » (p. 15). En suivant la démarche d'Ernesto Laclau⁴ pour élucider notamment, comment se construisent des types d'hégémonie selon des intérêts différents et comment se négocie l'enchaînement ou le passage d'un type

¹ Lefebvre (Henri), [1968] 1972. *Le Droit à la ville* suivi de *Espace et politique*, Paris, Anthropos.

² Harvey (David), 2015, *Villes rebelles. Du droit à la ville à la révolution urbaine*, Paris, Buchet Chastel.

³ Cefaï (Daniel), 2007, *Pourquoi se mobilise-t-on ? Les théories de l'action collective*, Paris, La Découverte/MAUSS (Recherches. Bibliothèque du MAUSS), 727 p.

⁴ Ernesto Laclau, 1996, « On the death and rebirth of ideology », *Journal of Political Ideologies*, vol. 3, n°1, pp. 201-220.

d'hégémonie à un autre, elles s'inspirent de son approche par les « chaînes d'équivalences⁵ », afin d'explicitier les trois idéaux-types l'*empowerment* en lien avec leur contexte et les concepts ou propositions qui les accompagnent. Le premier modèle, nourri des théories de transformation sociale comme celles de Paulo Freire⁶, de la branche la plus radicale du mouvement féministe ou d'une partie des mouvements communautaires, est considéré radical, dans la mesure où il se fixe l'objectif d'émancipation individuelle et collective pour déboucher sur un projet de transformation sociale et de remise en cause du système capitaliste. La chaîne d'équivalences articule ici les idées de justice, de redistribution, de changement social, de conscientisation et de pouvoir, celui-ci étant exercé par ceux d'« en bas ».

En somme, fruit d'un long processus de conscientisation, de politisation et de mobilisation, les insurrections dans les villes arabes et l'action collective transformatrice qu'elles représentent relèvent bien du modèle radical de l'*Empowerment*. Ainsi, l'ouvrage dirigé par Roman Stadnicki va à l'encontre de l'idée de soudaineté⁷ des mouvements protestataires et montre, à travers les travaux empiriques réunis, les germes et les ressorts qui y ont conduit.

Dans cette optique, quatre contributions de l'ouvrage *Villes arabes, cités rebelles* portent sur les politiques urbaines et les grands projets, avec l'analyse sous-jacente de leur propension à marginaliser des couches sociales populaires et à alimenter le mécontentement et les révoltes. On notera, la rétrospective des politiques urbaines en Tunisie et en Egypte (D. Sims) qui conclut sur leur incapacité à gérer la dualité entre la ville normée et la ville informelle. Ensuite, l'analyse fine des changements à Beyrouth et les effets induits par la réforme de 2014 qui débloque les loyers du parc locatif de la capitale libanaise (V. Clerc) et menace le maintien des populations modestes dans les quartiers centraux et péri-centraux. Ou encore, la mise en lumière du « pétro-urbanisme » de Doha (M. Lazar) et sa tendance aux méga-projets, conçus comme des produits d'investissement qui ne répondent pas aux besoins en matière de logements économiques et aggravent en conséquence les conditions de vie des ouvriers immigrés.

Bacqué et Biewener montrent comment la gouvernance urbaine néolibérale, envisagée selon des formes de dérégulation, de mise en concurrence des villes, une vision entrepreneuriale de la gestion urbaine, imprégnant les partenariats publics/privés et la participation, met en œuvre le modèle néolibéral de l'*Empowerment* (p. 100). En résonnance avec cette pensée, l'ouvrage dirigé par Stadnicki met en lumière le potentiel de la ville à résister à ce modèle. La ville est analysée comme un acteur dans les processus d'apprentissage et de production d'un certain agir, par la présence de forts lieux de sociabilités. Elle est le lieu par excellence de la capitalisation des résistances, où se trouvent les « facilitateurs⁸ » et les espaces d'interactions. La comparaison entre deux périodes révolutionnaires de la Syrie (R. Mathieu), le soulèvement Baathiste et le conflit actuel, indique que la sensibilisation au politique se nourrit des interactions variées offertes par la ville. La ville, et notamment ses différents quartiers, sont mis en avant comme un cadre d'apprentissage de la rébellion et un lieu majeur de politisation et de conscientisation pour l'action politique. Mais, les discriminations des habitants de la ville, à l'égard de ceux perçus comme des étrangers à l'urbanité (ceux de la campagne) ne renverraient-elles pas à une stigmatisation de la part de classes sociales moyennes ou aisées

⁵ La chaîne d'équivalence est l'ensemble des concepts ou des propositions avec lesquels est employée la notion d'*empowerment* et qui contribuent à la constituer.

⁶ Paulo Freire, 1970, *Pedagogy of the Oppressed*, Herder and Herder, New York.

⁷ Il est souvent présenté dans les médias, coupé de sa généalogie avec les mouvements sociaux existant depuis longtemps dans ces pays.

⁸ Le rôle du facilitateur est d'aider un groupe marginalisé à prendre conscience de sa situation et de ses capacités, afin de le motiver à s'impliquer et à agir (p. 32).

urbaines, en lien avec leur volonté de distinction des catégories modestes ? Sachant que les populations des quartiers informels dans les villes, malgré leur ancienneté d'installation, font l'objet du même regard. Dans tous les cas, ces discriminations sociales, ne s'opposent-elles pas à une dynamique protestataire commune ?

La généalogie des insurrections dans les villes arabes apparaît également à travers des formes de résistances quotidiennes plus discrètes qui peuvent avoir du poids dans les changements et en tout cas, constituent les germes de mouvements collectifs importants. Ouvrant une perspective d'analyse nouvelle du conflit syrien, la guerre des noms de lieux en Syrie (J. Keilo), selon une approche diachronique entre l'affirmation du baathisme en 1963 et le conflit né en 2011, fait apparaître le marquage des rapports de domination des différents protagonistes. Il nous semble symptomatique que la population continue à employer dans la pratique les anciens noms de l'époque baathiste (p. 85) et non ceux des différents groupes d'opposition. Est-ce l'habitude (qui peut coûter cher) ou est-ce une forme de résistance à la domination par d'autres groupes ? Dans la même veine, deux textes reflètent, à travers la transgression des normes dominantes conservatrices, des formes de résistance discrètes. Le premier porte sur les territoires de l'alcool à Tunis (N. Znaïen) pendant la colonisation et le second sur la représentation des sexualités (J. Zaganiaris) et des espaces urbains dans la littérature marocaine.

Cependant, étant donné la force de l'aliénation et l'intériorisation de l'oppression, la violence de la vie quotidienne et la marginalisation ne suffisent pas en soi à générer des mouvements collectifs de portée transformatrice. L'ouvrage *L'empowerment, une pratique émancipatrice ?* insiste d'abord sur la conscientisation, développée notamment par Paulo Freire⁹ en Amérique Latine, au sein du mouvement d'éducation populaire. L'objectif de ce dernier est de lutter contre l'aliénation des individus dont le premier verrou est celui de la transformation de l'image de soi vers une estime de soi. Ensuite, l'accent est mis sur le rôle des « *facilitators* » (« nourrisseur », « collaborateurs », « partenaires », « mobilisateurs de ressources » ou « catalyseurs ») évoqués, notamment par le guide *Violence Against Women*. Ces acteurs organisent la discussion et veillent à ce que les individus avancent leurs propres solutions. Les rapports entre les facilitateurs et les femmes, par exemple, reposent sur une « collaboration », une « alliance », une « réciprocité d'efforts, d'idées, de ressources et de respect » (p. 41). « Il y caractérise alors un processus présenté comme égalitaire, participatif et local, par lequel les femmes développent une “conscience sociale” ou une “conscience politique” leur permettant de développer un “pouvoir intérieur” et d'acquérir des capacités d'action, un pouvoir d'agir à la fois personnel et collectif tout en s'inscrivant dans une perspective de changement social. » (p. 8).

Les deux ouvrages sont en résonance sur la façon dont l'*empowerment* et la « rébellion » des villes, portées au départ par les mouvements sociaux et correspondant au modèle radical évoluent ensuite vers le modèle socio-libéral, puis néolibéral. Leurs interprétations connaîtront alors une dépolitisation, l'occultation des rapports structurels d'inégalité, un recentrage sur l'initiative individuelle, avec une rhétorique de la responsabilisation et une injonction faite aux individus de se prendre en main et de s'impliquer.

Bacqué et Biewener soulignent comment, au cours des années 1990, la notion d'*empowerment* est intégrée par l'ONU et la Banque Mondiale, mais au prix de l'affaiblissement de sa portée radicale, même si pour la première institution l'interprétation est plutôt social-libérale, notamment à travers les objectifs du PNUD, alors que la seconde s'inscrit dans une logique néolibérale qui redéfinit les problèmes politiques et sociaux en

⁹ Freire, op. Cit, 1970.

termes de marché, devenant la seule solution. Emergent alors deux autres modèles de l'*empowerment*, écartant toute radicalité. L'un, libéral ou socio-libéral¹⁰, il se distingue du libéralisme économique fondé sur le laisser-faire et sur la loi des marchés en légitimant le rôle de l'Etat et des politiques publiques pour la promotion des droits civiques et pour la diminution des inégalités sociales et économiques, sans toutefois en interroger les fondements structurels. L'*empowerment* est ici accompagné des notions d'égalité, d'opportunités, de lutte contre la pauvreté, de bonne gouvernance, d'autonomisation et de capacité de choix. L'autre modèle, néolibéral, correspond à une rationalité politique qui « met le marché au premier plan », en disséminant les valeurs du marché à la politique sociale et à toutes les institutions. Au service du marché, l'Etat est géré selon les valeurs entrepreneuriales. L'*empowerment* est mobilisé ici dans une logique de gestion de la pauvreté et des inégalités où le pouvoir signifie être intégré au monde du travail et de la consommation, trouver sa place dans l'économie de marché, être « entrepreneur » de sa propre vie, sans que la question de l'émancipation et de la justice sociale ne soit posée.

Il y a ainsi une dépolitisation de la vie sociale où le projet des individus est centré sur l'intérêt personnel, la responsabilité et une citoyenneté entrepreneuriale évinçant ainsi les revendications de justice sociale basées sur la reconnaissance des droits (p. 96). Par ailleurs, dès les années 1970, l'*empowerment* est utilisé dans les politiques urbaines et économiques et permet d'éclairer les tensions entre les interprétations conservatrices, de la troisième voie ou « gauche moderne » (entre socialisme et libéralisme), et d'y montrer les effets de la *doxa* néolibérale (p. 19). Les deux perspectives sont nourries par le *new public management* (p. 113) et se rejoignent sur l'ajustement, voire la remise en cause, des politiques du *Welfare*. La notion correspond ici à un tournant des politiques publiques qui met l'individu (en tant qu'*homo oeconomicus*) et la *community* (comme échelle de gestion sociale) au centre de la régulation sociale et politique (p. 119).

Dans la même logique, des études de cas de l'ouvrage dirigé par Stadniski, abordent, selon des angles divers, la question des hiérarchisations sociales et des phénomènes de marginalisation sociale des catégories populaires induits par les orientations néolibérales des économies et des politiques urbaines, ainsi que leurs effets sur les dynamiques de mobilisation collective de transformations sociale et politique : dépolitisation, désolidarisation, instrumentalisation, réformes et maintien de l'ordre établi. En somme, les hiérarchisations sociales et spatiales, mais aussi ce qu'elles reflètent en termes d'intérêts divergents des classes sociales produisent des processus d'*empowerment* s'orientant vers le modèle néolibéral.

Dans l'ouvrage de Stadnicki, C. Steuer met l'accent sur les divergences de classes dans le mouvement protestataire égyptien qui recouvrent, une distinction entre population urbaine et rurale se reflétant, en particulier, à travers le vote dans son chapitre intitulé « Les clivages territoriaux et la révolution en Egypte : les cas de Suez et de Tanta ». L'accent est mis sur les divergences de classes dans le mouvement protestataire égyptien qui recouvrent, une distinction entre population urbaine et rurale se reflétant, en particulier, à travers le vote. Ainsi, la population urbaine politisée a réagi à la montée des conservateurs islamistes, en engageant une alliance avec la contre révolution, tandis que les périphéries sous intégrées ou rurales sont associées à l'islamisme. De ce point de vue, l'analyse des forces en présence et la façon dont elles tirent les bénéfices d'un mouvement protestataire populaire en l'instrumentalisant est très éclairante, même si les clivages territoriaux entre rural/urbain et centre/périphéries gagneraient à être relativisés et nuancés. Au regard des réflexions sur l'*empowerment*, si conservateurs, réformistes et révolutionnaires ont tous participé au mouvement protestataire, à l'origine du départ de Moubarak, les réformistes s'avèrent être les

¹⁰ Au sens anglo-saxon du terme.

gagnants. Ils ont, d'une certaine façon, édulcoré la radicalité des révolutionnaires (ouvriers et étudiants) et trouvé des compromis successivement avec les forces politiques islamiques et l'armée. De la même façon, les couches moyennes qui ont accédé aux compounds (E. Braud), ces dernières années, tout en continuant à fréquenter le centre, se distinguent des pauvres qui le peuplent. Les habitants de ces nouveaux compounds n'ont pas été à l'écart des mouvements protestataires et ont manifesté dans cet espace résidentiel, autant certains pour Morsi que d'autres contre. Les différentes dimensions de l'*empowerment* sont probablement présentes dans ces mouvements, mais sa portée radicale de transformation sociale et politique du capitalisme reste absente. Les résidents des nouveaux compounds souhaitent maintenir l'ordre social établi et restent dans une optique réformiste.

Dans ces contributions, le processus de conscientisation et de politisation ou d'*empowerment* prend effet dans des milieux sociaux et/ou politiques différents, voire opposés, mais selon des visées distinctes de transformations sociales et politiques (conservatisme, réformiste, révolution). Dans un premier temps, il y a une conjonction de groupes sociaux dans le mouvement protestataire contre le dirigeant, ensuite les clivages des aspirations et des intérêts reprennent le dessus. Inscrit dans une lutte idéologique, les processus de politisation et de mobilisation restent instables, face à son instrumentalisation et son dévoiement.

L'instrumentalisation du potentiel contestataire est particulièrement édifiante de la part du Hezbollah à Nabatiyeh (J. Chapuis). Ce parti fait une synthèse des revendications sociales des masses et des élites traditionnelles, à travers l'histoire des conflits et des mouvements sociaux à Nabatiyeh, des luttes syndicales autour de l'exploitation du tabac à la résistance contre Israël, afin de constituer un véritable patrimoine de résistance qui devient alors une ressource pour le Hezbollah. Parallèlement à la patrimonialisation de la résistance, maintenue ainsi dans sa dimension symbolique, il développe une politique sociale caritative encourageant les familles émigrées qui ont fait fortune à l'étranger à participer au financement d'opérations de logements, destinées à encourager les jeunes à « rester et résister » (p. 64).

Si, au sein du Hezbollah, selon Charara et Domont¹¹, la défense des déshérités et de leurs intérêts ne passe plus par une révolution islamique, mais par une réforme graduelle du système politique, le tribalisme (V. Bisson) reste une forme de domination des populations qui contrarie leur émancipation et leur *empowerment*. Ce texte fait échos aux propos de Karine Benafla, quand elle souligne que partout dans le Monde arabe « (...) on observe une tentative des régimes en place d'instrumentaliser (...) les fractures de la société en dressant tribus, confessions, communautés ou groupes locaux contre d'autres (...) l'un des défis majeurs des sociétés est sans doute de résister au piège du repli sur des identités primordiales pour définir les nouveaux contours d'une citoyenneté ».¹²

Les processus de dépolitisation sont illustrés par le cas de Ramallah (M. Gasparotto) où l'élite dirigeante et les Palestiniens de retour des Etats-Unis ont investi dans des quartiers de luxe. Ainsi, l'émergence d'une classe moyenne et supérieure coïncide avec un recul des solidarités communautaires de résistance aux incursions de l'armée israélienne et avec une dépolitisation qui ont éloigné les jeunes des partis politiques. L'aggravation des conditions de vie de la population des camps de réfugiés accentue davantage une fracture interne à la société palestinienne qui contrarie ce processus de dépolitisation, caractéristique de l'optique néolibérale, indiquerait-il la mise en œuvre de ce modèle en Palestine où le « bien-être économique a pris la place de la libération nationale » ?

¹¹ Charara (Walid), Domont (Frédéric), *Le Hezbollah, un mouvement islamo-nationaliste*, Paris, Fayard, 2007.

¹² Karine Benafla (dir.), 2013, *Villes arabes : conflits et protestations*, in *Confluences Méditerranéennes* n°85, pp. 9-164.

Dans ce sens, les significations politiques (leadership) et économiques de l'aide et des investissements dans la période post-révolution des pays du Golfe (M. Sinno) en Egypte sont d'introduire et d'affirmer le modèle néolibéral dans ce pays. Si le contexte révolutionnaire a joué en défaveur de certains projets dénoncés pour les achats frauduleux de terrains et sanctionnés par des amendes, il n'en demeure pas moins que les tensions entre classes populaires et aisées se sont exacerbées, notamment autour des inégalités d'accès aux services (électricité, eau, transport) et de la marginalisation des habitants pauvres et des vendeurs ambulants par les grands projets urbains destinés aux couches moyennes et supérieures.

Finalement, outre le modèle socio-libéral ou néolibéral de l'*empowerment*, porté par des élites urbaines qui défendent leur positions sociales et leurs privilèges, face aux mobilisations et revendications remettant en cause les inégalités sociales et spatiales, il semble qu'une troisième voie, conservatrice et réhabilitant une forme d'autoritarisme, est proposée par les islamistes. L'émancipation des individus et le mécontentement populaire sont alors paralysés par une politique sociale caritative et de bienfaisance, totalement opposée à la conscientisation et à la mobilisation.

Contrairement à l'Asie du Sud, à l'Amérique Latine et à l'Afrique du Sud, la notion de l'*empowerment* n'a pas fait « le voyage » dans le Monde arabe, mais elle peut constituer, à notre sens, un paradigme fécond pour l'analyse des processus d'émancipation des populations dominées. D'une certaine manière, les réflexions de Bacqué et Biewener nous invitent, à sonder le niveau de conscientisation, de politisation et d'émancipation des mouvements protestataires, tant à l'échelle individuelle que collective, pour en évaluer le potentiel de transformation réelle de l'ordre social. L'ouvrage dirigé par Stadnicki et le travail empirique qu'il suppose enrichit la notion d'*empowerment*, en illustrant les paradoxes et les hiatus que peut connaître ce processus, contrarié et combattu par des forces qui n'y ont pas intérêt.

Les auteures concluent leur réflexion sur la clarification de ce qui nous a semblé être une sorte d'énigme : la notion d'*empowerment* dans son interprétation radicale conduit au pouvoir « d'agir sur » pour transformer l'ordre social et pour l'éviction du capitalisme, mais pour quelle autre perspective ? Cette question de fond se pose aussi pour les insurrections urbaines de l'ouvrage dirigé par Stadnicki, dans lequel les revendications étaient, pour les uns, la destitution du dictateur et pour les autres, la justice sociale. Bacqué et Biewener considèrent alors que l'*empowerment* articulant ces trois dimensions « interroge la construction d'un processus et d'un projet de transformation sociale, reposant non plus sur un modèle et sur une perspective dessinée par avance et portée par une avant-garde, mais construit à partir d'une multiplicité d'interventions collectives et individuelle, de réseaux à différentes échelles. (...) cette dynamique de transformation passe par la possibilité de constitution de contre-pouvoirs, conçus non seulement en termes d'opposition au pouvoir, mais de création, d'invention, d'expérimentation dans les différents champs de la vie sociale. » (p. 144). Cette perspective ne pourrait-elle pas se nourrir de l'Histoire des expériences révolutionnaires de transformation de l'ordre social en faisant, comme le suggère l'historien Eric Hobsbawm, une lecture « par le bas ».